

Dar Es Salaam, Tanzanie, le 17 juillet 2016

650 millions de personnes dans le monde vivent sans accès à l'eau potable

33% de personnes en Afrique au sud du Sahara n'ont pas accès à l'eau potable

40% d'africains n'ont pas accès à des ouvrages améliorés d'assainissement

En Afrique sub-Saharienne, la diarrhée représente le plus grand facteur de mort des enfants de moins de cinq ans.

Et nous avons moins de 15 ans pour résorber cet écart!

Sur la base des différents engagements pris dans le secteur de l'eau, l'assainissement et l'hygiène (notamment la Déclaration de N'gor, la Vision Africaine pour l'Eau à l'horizon 2025, l'Agenda de l'UA pour l'Afrique à l'horizon 2063), nous, organisation de la société civile, sous la bannière de ANEW (Réseau africain de la société civile sur l'eau et l'assainissement) demandons à AMCOW (Conseil des ministres africains en charge de l'eau) de mener à bien l'agenda 2030 en l'occurrence, l'accès universel à l'eau et l'assainissement.

Pour nous, le développement de l'Afrique, notamment la santé et la dignité de nos populations passe par des mesures et actions concrètes de ceux qui nous gouvernent. Cela ne sera possible qu'à travers la priorisation de l'Objectif de Développement Durable numéro 6 portant sur l'eau et l'assainissement. Dans ce sens, force est de constater nous avons tous un long chemin à parcourir.

Par conséquent, nous demandons aux gouvernements et ministères Africains de:

1. Faire de l'eau, l'assainissement et l'hygiène une composante essentielle dans la mise en œuvre et la réalisation des ODD. L'ODD 6 doit être un pilier central des plans de développement;
2. Reconnaître le rôle central de l'Objectif 6 dans la réalisation de tous les autres Objectifs de Développement Durable en favorisant les échanges inter sectoriels, la collaboration pour réussir cet agenda;
3. Veiller à la mise en œuvre des engagements contenus dans la Déclaration de N'gor, AfricaSan, la plateforme mondiale SWA (Eau et Assainissement pour Tous) en les alignant avec les plans nationaux d'exécution des ODD qui seront développés;
4. Accorder un plus grand rôle aux OSC qui doivent être impliqués à tous les niveaux, notamment dans la coordination, la mise en œuvre et la communication sur l'ODD 6;

5. Renforcer la mobilisation des ressources au niveau national (et améliorer leur allocation et utilisation) pour réaliser des services durables et performants qui nécessitent des financements appropriés pour l'entretien et la réhabilitation des ouvrages;
6. Améliorer la performance des institutions compétentes par des mandats clairs, des ressources suffisantes, une coordination efficace et des mécanismes adéquats de responsabilisation et de transparence pour une bonne gouvernance du secteur;
7. Définir et mettre en œuvre des objectifs nationaux fondés sur les principes du droit humain à l'eau et l'assainissement et financés par les investissements publics orientés prioritairement sur les personnes les plus pauvres et les plus marginalisées (afin de réduire les inégalités) et les zones les plus vulnérables;
8. Intégrer la gestion des ressources en eau dans tous les projets de développement, notamment les initiatives industrielles et extractives dans le but d'assurer une utilisation durable des ressources en eau;
9. Mettre en place et investir dans un système robuste, centralisé de collecte des informations permettant de recueillir des données exactes, transparentes et désagrégées.

En conclusion...

L'ensemble des organisations de la société civile, participant au Forum du samedi 16 juillet 2016 appelons les gouvernements à reconnaître la nécessité de collaborer pour trouver des solutions capables de tirer le meilleur parti des opportunités disponibles. En tant qu'organisations de la société civile conscientes de notre précieuse contribution, nous nous engageons à travailler en synergie pour surmonter nos défis communs.

L'heure est venue de faire preuve de courage et d'ambition pour assurer un meilleur avenir pour tous.

Personne ne doit être laissé-pour-compte!